

Priorities identified in the Samoa Pathway	UNDP SP outputs	2018 Investments (USD)	Budget Allocation 2018	FY/ Cycle/ Period 2018 preliminary data (2018 financial is not fully closed)	UN system specify SAM OA Pathway Paragraph
Sustainable, inclusive and equitable economic growth	1.1.1 1.1.2 1.2.3 2.1.2 3.1.1 (including sustainable production and consumption, food security and chemicals and waste management)	\$45,623,566	\$59,460,638		
Climate Change	2.1.1	\$11,479,648	\$14,033,573		
Sustainable Energy	1.5.1 2.5.1 3.5.1 (including sustainable transportation)	\$7,281,712	\$9,459,263		
Disaster Risk Reduction	1.3.1 2.3.1 3.3.1	\$52,773,924	\$70,558,929		
Oceans and seas	2.4.1 (including water and	\$9,006,786	\$11,843,830		

	sanitation )				
Food Security and Nutrition	-				
Water and Sanitation	-				
Sustainable Transportation	-				
Sustainable Consumption and Production	-				
Chemical and Waste management	-				
Health and NCDs	<b>1.2.1</b>	\$12,751,372	\$16,268,152		
Gender equality	<b>1.6.1</b> <b>1.6.2</b> <b>2.6.1</b> <b>3.6.1</b>	\$2,589,611	\$3,127,136		
Social development	<b>3.2.1</b> <b>3.2.2</b> <b>3.3.2</b>	\$1,747,235	\$2,205,429		
Biodiversity	<b>1.4.1</b> <b>3.4.1</b>	\$23,991,102	\$31,498,013		
Means of implementation	<b>1.2.2</b> <b>2.2.1</b> <b>2.2.2</b> <b>2.2.3</b>  <b>Org</b> <b>1.2</b> <b>1.3</b> <b>2.2</b> <b>2.4</b> <b>2.5</b> <b>3.1</b> <b>3.2</b> <b>3.3</b>	\$45,148,956	\$52,354,888		

Etc.					
<b>Total</b>		\$212,393,912	\$ 270,809, 851		

## **QUESTIONNAIRE**

(UN System and Other Relevant Entities)

### **Implementation of the SAMOA Pathway and the Mauritius Strategy for the Further Implementation of the Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States survey for the Secretary-General report in 2019.**

This report is being prepared in accordance with paras 5 and 6 of A/RES/72/307. The report will (i) serve to support the intergovernmental consultations on the Outcome Document of the Mid Term Review of the SAMOA Pathway and (ii) be considered by the UNGA 74. The report will review progress on SAMOA Pathway implementation for the period January 2015 to present.

*In all responses, and as far as is possible/practical, UN system and other relevant entities should refer to the [UN System Implementation Matrix](#)<sup>1</sup> prepared following the 3<sup>rd</sup> International Conference on Small Island Developing States.*

*The Attached Annex provides examples of the preferred level of detail for responses.*

- 1. Financial Support:** Please provide information on annual financial allocation(s)/investment(s) (i) in absolute values and (ii) as a percentage of the total annual budgets for SIDS programme areas, for the period January 2015 to December 2018 or the most relevant period following the onset of the SAMOA Pathway. Please provide your responses in the Table in **Annex 1, no. 1**.
  
- 2. Measuring the Progress/Implementation Status of SAMOA Pathway thematic areas:**
  - a. With reference to the assigned areas contained within the UN Implementation Matrix, where relevant or possible, please indicate the percentage achievement of the thematic areas contained within the SAMOA Pathway. Please support your answers with quantitative evidence (progress indicators, delivery rate of programme/project funds, etc.) as appropriate.

*Outcome : Les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d'emplois décents*

Le domaine thématique - relatif aux activités économiques durables et inclusives – comprend environ une dizaine de projets, dont quatre qui ont commencé pendant la période en cours (2015-2019). Ces projets portent essentiellement sur la création d'activités économiques (par exemple au travers d'un appui à la finance inclusive et du soutien aux petits producteurs agricoles) et sur la protection de l'environnement et la valorisation des services écosystémiques (réseau national d'aires protégées). De 2015 à 2018, les activités liées à ce domaine ont totalisé environ \$10.3m de dépenses.

---

<sup>1</sup> [http://www.sids2014.org/content/documents/612SAMOA%20Pathway%20implementation%20matrix\\_UN%20system.pdf](http://www.sids2014.org/content/documents/612SAMOA%20Pathway%20implementation%20matrix_UN%20system.pdf)

En matière de lutte contre la pauvreté, le PNUD appuie le secteur du commerce pour, en particulier, favoriser les exportations des filières de rente. L'appui technique et logistique du PNUD a permis d'opérationnaliser l'Office de la Vanille dont le rôle est d'organiser, d'orienter et de former les acteurs des trois filières de rente (vanille, ylang-ylang, girofle) mais aussi d'améliorer les conditions de travail des producteurs, des préparateurs et surtout des cueilleurs qui sont majoritairement des femmes.

Au niveau local, les efforts du PNUD, dans les différentes zones d'intervention choisies, ont convaincu les producteurs de se structurer en coopérative, option qui existait par le passé mais qui n'avait pas rencontré de succès. C'est ainsi qu'à fin décembre 2017, le pays comptait 21 sociétés de coopérative de producteurs de cultures de rente et une union de coopératives formellement créées et immatriculées. Les efforts ont également consisté à renforcer les capacités de production à travers l'acquisition d'équipements et de matériels et à former les acteurs sur les plans technique et gestion. De plus, grâce à l'appui technique du PNUD pour la structuration, une demi-douzaine de coopératives ont été capables de monter des business plans bancables et ont pu accéder à un financement bancaire de 200 millions kmf. Ces coopératives ont pu exporter directement et sans intermédiaire de la vanille pour la première fois et ont obtenu un revenu d'environ 600 millions kmf, soit 200 millions kmf de revenus additionnels, comparé à une vente locale au prix actuel de la vanille représentant 33.33% de plus-value, une aubaine pour les producteurs et vendeurs concernés.

Les efforts soutenus du PNUD pour l'intégration régionale ont été déterminants pour l'adhésion effective des Comores, en aout 2017 à la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), constituant ainsi un grand pas pour son désenclavement.

Dans le domaine de l'environnement, l'appui du PNUD aux efforts entrepris en vue de la conservation de la biodiversité a commencé à porter ses fruits auprès des populations concernées. En effet, l'appui du PNUD a permis d'élaborer l'avant-projet de loi sur les aires protégées ainsi que les décrets portant sur la création de 5 nouvelles aires protégées, sur la refonte du régime du Parc national de Mwali et concernant les statuts de la structure qui sera en charge de la gestion du système d'aires protégées.

Suite aux différentes interventions appuyées par le PNUD et financées par le FEM qui se sont traduites par le recrutement et la formation de 63 écogardes et de 11 spécialistes en mobilisation communautaire, répartis en unités de gestion opérationnelles des aires protégées, d'octroi de matériels et d'équipements divers ainsi que des véhicules, des avancées ont pu être constatées en matière de surveillance à distance des espèces de la faune et de la flore, de suivi géoréférencé de la biodiversité et de zonage des aires protégées, informations qui sont disponibles par ailleurs sur la plateforme mondiale ArcGIS.

Grâce aux efforts de sensibilisation déployés, des changements comportementaux des communautés ont pu être observés vis-à-vis des espèces animales et végétales protégées dans les sites d'intervention. C'est ainsi que dans le Parc national de Mwali, grâce à la diminution de la pression anthropique, le nombre de

pontes des tortues, estimé à 1 500 entre 2009 et 2010, est passé à 11 405 en 2016 et que la couverture de mangroves a pu être maintenue sur cette même période, avec la diminution de la coupe des palétuviers. De même, l'état de santé des récifs coralliens s'est nettement amélioré et leur taux de recouvrement a atteint 52% en 2017, dépassant les attentes définies dans le CPD. La pression sur les plages avec l'extraction intensive de sable destiné à la construction a également nettement diminué. Les villageois installés dans ou aux alentours des parcs, ont été regroupés dans des comités chargés de cogérer les aires protégées. Ces comités, au nombre de 54, regroupent 1 860 personnes dont 930 femmes qui ont été fortement encouragées par le PNUD à participer. Des initiatives communautaires innovantes compatibles avec les objectifs de conservation des aires protégées ont été identifiées, notamment avec l'appui des Volontaires des Nations Unies impliqués.

De même, la réalisation d'un inventaire complet de la biodiversité marine au niveau des zones critiques a confirmé la valeur patrimoniale et scientifique des six (6) sites proposés comme aires protégées. L'inventaire taxonomique réalisé sur 597 espèces de flore et faune aquatique a également permis par la confirmation de la présence d'espèces endémiques comme l'Acopora roseni, de disposer d'éléments pertinents de motivation à la protection du patrimoine et l'intérêt du classement de ces zones en aires protégées.

Aussi, la mise à disposition de la Direction Générale de l'environnement et des Forêts d'un 1er premier drone spécialisé permet au pays de se doter d'outils cartographiques et de recensement des espèces performants. Ainsi, pour la première fois aux Comores, une solution cartographique en ligne adossée à une base de données intégrée dans la base de données ArcGis mondiale, assure le géoréférencement de la biodiversité et les délimitations des aires protégées. En effet, le géoréférencement de la biodiversité permet d'assurer la surveillance à distance des espèces de faune et flore pour atteindre la cible de classement de 25% de la superficie terrestre et 5% des eaux territoriales en aires protégées.

*Outcome : Les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative et économique en adéquation avec les pratiques de droits de l'Homme et de résilience*

Dans le domaine du développement social, une dizaine de projets en rapport avec la gouvernance politique, administrative et économique, ont été mis en œuvre et parmi lesquels 5 ont commencé après 2015, pour un total de \$4.6m de dépenses.

Le PNUD a contribué à l'organisation d'élections apaisées et transparentes en 2016, grâce à la mise en place d'un cadre fiable et transparent de gestion du processus électoral intégrant le genre. L'appui du PNUD apporté à la CENI dans le cadre du cycle de programmation 2015-2019 s'inscrit dans la logique de ses interventions passées. La collaboration du PNUD avec la CENI a contribué à renforcer les capacités

des membres sur les processus électoraux. Le résultat majeur issu de cette collaboration est la création du fichier électoral biométrique qui constitue un cadre fiable pour les opérations électorales. Ce fichier est opérationnel depuis 2015, et est abrité au Centre national de traitement des données électorales mis en place avec l'appui du PNUD. Désormais, les fraudes électorales sont à même d'être réduites grâce à un système biométrique qui permet d'établir un décompte fiable de la participation électorale. A travers ses actions en faveur de la CENI, le PNUD a techniquement contribué, avec l'implication de l'Union européenne, au processus de révision du Code électoral. Le PNUD a aussi permis de prévenir les violences électorales et de garantir la stabilité des élections du Président de l'Union et des gouverneurs des îles de 2016, grâce à la mise en place et l'opérationnalisation de la Plateforme nationale de veille citoyenne pour des élections apaisées et crédibles aux Comores. Composée principalement de 450 femmes et de jeunes issus de dix organisations de la société civile comorienne, la Plateforme de veille a joué un rôle fondamental dans la prévention des violences électorales et la stabilité des 2016 élections, compte tenu notamment des tensions dans le pays après les élections législatives de 2015. Le leadership politique et l'intermédiation entre acteurs conduite pendant ces élections ont été déterminants et unanimement reconnus dans l'instauration d'un environnement apaisé. Ceci a surtout permis de désamorcer une crise post-électorale en gestation et d'assurer une transition pacifique avec les nouvelles autorités issues de l'opposition.

L'intervention du PNUD dans le domaine de la réforme du secteur sécuritaire a permis au pays de disposer d'un cadre stratégique de référence pour les questions de défense et de sécurité (Livre Vert Katiba), et d'améliorer les conditions de travail de la police nationale et de l'armée par le renforcement de leurs capacités techniques et humaines. L'appui pour le développement d'une politique et stratégie de réforme sécuritaire a permis au pays de disposer d'une vision cohérente et à moyen termes du secteur de la sécurité, ayant permis de capter l'attention et l'engagement de nouveaux partenaires (Qatar, Oman, USA, Chine).

La réhabilitation et l'équipement de la caserne militaire d'Ongoni à Ndzواني a permis aux forces armées de disposer de bâtiments administratifs et de dortoirs neufs répondant aux normes du métier et contribuant à une nette amélioration de leur performance. La mise en place de quartiers et dortoirs pour les hommes et pour les femmes encourage ces dernières à intégrer l'armée. Le renforcement des capacités de l'armée et de la police nationale a aussi consisté en l'organisation de formations sur les droits humains et le civisme impliquant aussi des civils, ce qui a permis de renforcer la confiance entre les forces de défense et de sécurité et les populations qui connaissent mieux leurs rôles et obligations respectifs.

Le PNUD a contribué au renforcement des capacités de planification au niveau central. Il a accompagné le gouvernement dans la révision de la SCA2D afin qu'elle soit alignée sur les ODD et a apporté des appuis en matière d'encadrement, de reporting, d'élaboration d'études qui devraient permettre d'orienter les politiques publiques aux Comores. Dans le domaine de la planification, les outils utilisés dans le cadre de l'évaluation intégrée rapide du profil des ODD (RIA) et la réalisation de la mission MAPS, ont contribué à une meilleure appropriation des ODD par le gouvernement. La nouvelle SCA2D, qui couvre

la période 2018-2021, résulte d'un processus participatif soutenu par le PNUD et constitue le document d'orientation stratégique et de planification qui sert de référence et de cadre d'intervention au gouvernement, aux partenaires au développement, au secteur privé et à la société civile.

Le PNUD a apporté un appui technique au processus de préparation du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) en 2017-2018 qui avait impliqué les agences du SNU et la Banque mondiale. Le PNUD a facilité la campagne de sensibilisation auprès des bailleurs pour la mobilisation des ressources pour le RGPH.

Le suivi de la réalisation annuelle du Rapport National sur le Développement Humain, le suivi des OMD et ODD, le développement de la SCA2D et l'élaboration d'études (actualisation du profil de pauvreté et du spectre de la pauvreté, rapports sur la fragilité) permettent au pays de renseigner régulièrement sur les progrès réalisés, ainsi que les goulots d'étranglement, en matière de développement humain, de pauvreté et de stabilité politique, économique et sociale. Ces avancées ont notamment été réalisées avec l'appui du PNUD, qui a permis l'élaboration d'un nouveau cadre de suivi et évaluation des politiques publiques. Il est à souligner qu'au cours de cette période, le gouvernement comorien, et plus particulièrement le Commissariat Général au Plan (CGP) a été en mesure de mener de manière indépendante les travaux d'actualisation des profils de fragilité et de pauvreté élaborés au cours du cycle précédent grâce à des experts mis à disposition par le PNUD.

Les actions entreprises par le PNUD en faveur du développement des produits de rente à travers l'appui aux producteurs locaux et le renforcement de la résilience des populations face aux changements climatiques à travers l'appui à l'agriculture sont des initiatives qui participent au développement local.

*Outcome : Les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises*

Le troisième domaine thématique porte sur la résilience des populations face au changement climatique et aux crises. Huit projets du portefeuille du PNUD sont liés à cet effet, dont 4 projets qui ont commencé pendant la période actuelle. Les projets portent sur la gestion des risques et catastrophes, l'adaptation au changement climatique, la gestion durable des ressources en eau et le développement de ressources énergétiques renouvelables. Les activités dans ce domaine ont cumulé un total de \$15.63m de dépenses.

Le PNUD a contribué à la mise en place d'un cadre institutionnel exhaustif pour la réduction des risques de catastrophes naturelles et à une meilleure compréhension et appréhension des risques au niveau institutionnel. Le PNUD a contribué à la création et l'amélioration des capacités de la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC) en appuyant l'actualisation du plan de contingence nationale et l'organisation d'exercices de simulation pour tester les capacités du pays en matière de préparation et de



réponse aux urgences liées aux cyclones et aux inondations. Le PNUD a mise en place, au sien de la DGSC, du Centre d'Analyse et de Traitement des Informations (CATI). Le PNUD a également amélioré les capacités opérationnelles d'intervention de la DGSC en la dotant de véhicules et autres matériels et en l'appuyant à mettre en place des unités de protection civile formées de volontaires issus des communautés, sur l'ensemble du territoire. Un service de protection civile est en place au niveau de chacune des 18 préfectures du pays. Les actions menées sur les trois îles ont porté sur des formations sur les procédures en cas d'alerte, l'évaluation des pertes et des dommages en situation d'urgence et sur la connaissance des différents aléas. De même, pour faire face aux inondations récurrentes et périodiques dans le pays, le curage des lits et la sécurisation des berges de quatre (4) rivières dans le Sud de l'île de Ngazidja a permis de réduire la vulnérabilité dans cinq (5) localités sur huit (8), soit plus de 60% des localités les plus exposées aux inondations de l'île

Le PNUD a été en mesure de démontrer, sur les zones d'intervention ciblées, le bien-fondé de l'introduction de pratiques d'adaptation et d'atténuation permettant de renforcer la résilience des populations face au changement climatique. L'appui du PNUD à la revitalisation des Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE) est à noter. Le PNUD accompagne six (6) CRDE dans trois (3) îles. De même, la mise en place d'un système participatif pour assurer la dissémination de techniques et pratiques agricoles et d'élevage a contribué à la réduction de la vulnérabilité des systèmes de production et à l'augmentation de leur résilience. L'appui a consisté à introduire des semences résilientes, des races améliorées de bovins et de caprins, des techniques de lutte contre l'érosion, d'utilisation rationnelle de l'eau, de fabrication de compost à partir des déchets végétaux et des déjections animales, qui ont permis aux agriculteurs et aux éleveurs d'accroître leurs rendements et d'améliorer la qualité de leurs produits. Un certain nombre d'exploitants ont déjà bénéficié d'une augmentation de revenus qui leur ont permis dans certains cas de créer des emplois en faisant appel à plus de main d'oeuvre.

De même, les conditions de travail ont été améliorées grâce à la mécanisation qui a diminué la pénibilité des tâches. En plus de l'appui apporté aux groupes d'agriculteurs constitués des populations les plus vulnérables, l'approche du PNUD a aussi consisté à appuyer à titre pilote, via les CRDE, un groupe de paysans dits « paysans-formateurs » choisis sur la base de leur capacité existante (en terme de matériel, de taille de parcelle, de cheptel) et à même de produire des résultats positifs qui encourageraient les paysans des parcelles voisines, à vouloir bénéficier à leur tour du savoir-faire et du matériel animal et végétal plus performants. L'effet multiplicateur engendré par cette approche permettrait progressivement d'atteindre un plus grand nombre de personnes y compris les plus défavorisées. L'approche est actuellement mise en œuvre et il est encore trop tôt pour évaluer son efficacité. A la fin 2016, environ 1.169 personnes dont 443 femmes avaient bénéficié directement des techniques d'adaptation, de semences résilientes et de bétail et environ 615 personnes dont 318 ont désormais accès à des aménagements hydrauliques (citernes, éco tanks, micro-bassins).

La diffusion des premiers bulletins agrométéorologiques, depuis début 2017, par l'Agence Nationale de

l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACM) qui a bénéficié d'un renforcement de capacités de la part du PNUD, a contribué à accroître la résilience des agriculteurs et des pêcheurs vis-à-vis de la variabilité du climat et du changement climatique. L'appui fourni a rendu l'ANACM indépendante sur le plan des données météorologiques puisqu'elle est désormais en mesure d'effectuer elle-même des relevés divers sur l'ensemble du territoire et ses prévisions météorologiques sont passées de 3 jours à 1 semaine. L'installation et la densification du réseau de stations climatiques et agrométéorologiques automatiques a permis disposer d'une historique de données climatiques fiables et de développer des activités de prévisions, et de modélisation de manière autonome. L'installation de la première station synergie d'acquisition d'images satellitaires en temps réel du pays a permis de produire, pour la première fois de manière autonome, des prévisions météorologiques quotidiennes destinées aux décideurs et utilisateurs clés, et en plus de la formation de dix (10) cadres ont permis à l'ANACM de mettre en place le nouveau service d'agro-météorologie.

Le PNUD a mis à disposition de l'Observatoire Volcanologique du Karthala (OVK), une expertise technique spécialisée ayant permis d'assurer la maintenance électronique et informatique, la collecte et le traitement des données, et l'observation in-situ des manifestations géologiques et géophysiques, pour une meilleure analyse des aléas volcano-tectoniques. Le PNUD a soutenu en outre la stabilisation du réseau de surveillance par l'acquisition de stations sismiques, de matériel de jouvence et d'équipements solaires pour renforcer l'autonomie énergétique ayant permis le suivi continu et en temps réel de l'activité volcanique. L'appui du PNUD a permis la densification du réseau de surveillance du volcan, ayant conduit à l'acquisition de données plus précises et au développement de modèles de prévision pour alimenter le système d'alerte précoce, et la mise en place d'un système d'acquisition et de traitement des données qui permet l'exploitation, par la communauté scientifique mondiale, et le partage des résultats avec l'OVK, à travers notamment un système de diffusion des données pertinentes en ligne au sein de la communauté.

Les efforts réalisés en matière d'atténuation des effets du changement climatique ont porté sur l'élaboration d'une stratégie énergétique comprenant notamment le développement des énergies renouvelables mais ils restent modestes car encore trop récents ou ponctuels. Au niveau central, le PNUD a contribué à l'élaboration et à l'adoption par les décideurs comoriens d'une vision claire du secteur énergétique, appuyée par une stratégie à l'horizon 2030, qui devrait assurer la sécurité énergétique du pays, l'accès à une énergie stable pour toute la population et une place plus importante des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays. L'assistance préparatoire destinée à promouvoir l'énergie géothermique, démarrée en 2016 avec l'appui financier du GEF a constitué la première étape du processus visant à développer les énergies renouvelables et à diversifier le mix énergétique des Comores, concrétisant finalement les recommandations relatives à la valorisation des potentiels du volcan, issues des travaux du colloque international sur le Karthala qui s'est tenu à Moroni en 2008 avec le concours du PNUD.

- b. Please report on any other targets/indicators used by your organization to assess progress on implementation of the SAMOA Pathway? If the SDG goals and targets are used please explain how current progress measures against these indicators/targets?

Sous le leadership du Commissariat général au plan, le Gouvernement a arrimé le suivi des cibles et indicateurs du SAMAO Pathway au cadre de suivi national émanant de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D). Ainsi, le pays vient de retenir ses indicateurs ODD priorités dans le cadre de sa SCA2D révisée. Cette nouvelle étape s'inscrit dans le cadre de l'extension du cadre de développement du pays jusqu'en 2021, ce qui a également nécessité d'aligner le cadre de coopération du Système des Nations Unies dans la même temporalité et d'intégrer les indicateurs et cibles ODD dans la programmation. Ainsi, le PNUD a mis en concordance ses objectifs et résultats en relations avec les ODD. En ce sens, le PNUD contribue au dispositif de suivi, à travers l'appui technique à l'élaboration du rapport national à mi-parcours du SAMAO Pathway d'avril 2018.

Domaines prioritaires de la voie de SAMOA	Objectifs de Développement Durable		Priorisation des ODD aux Comores
	Alignement PNUD	Alignement *JIU proposé	
Croissance économique durable, inclusive et équitable avec un travail décent pour tous	SDG 1, 5, 8	SDG 1, 8, 9, 10	+++
Changement climatique	SDG 13		++++
Energie durable	SDG 7		++++
Réduction des risques et des catastrophes	SDG 11	SDG 2, 11	+++
Mers et Océans	SDG 14		++++
Sécurité alimentaire et Nutrition	SDG 2, 3	SDG 2	++++
Eau et assainissement	SDG 6		+++
Transport durable	SDG 9	SDG 11	+++
Production et consommation durables	SDG 12		++++
Gestion des produits chimiques et des déchets, y compris les déchets dangereux	SDG 6	SDG 3,6, 12	++
Santé et maladies non transmissibles	SDG 3		+++
Egalité, Genre et autonomisation des femmes	SDG 5		+++
Développement social	SDG 1, 5, 10	SDG 4,16	+++
Culture et Sport	SDG 4		++
Promotion de sociétés pacifiques	SDG 16		++++
Education	SDG 4		+++
Biodiversité	SDG 15	SDG 14, 15	++++
Désertification, dégradation des terres et sécheresse			++++
Forêts			++++

Partenariat	SDG 17		++
Financement			+++
Commerce			++
Renforcement des capacités			++
Technologie			++
Données et statistiques			+++
Appui Institutionnel aux PEID	QCPR		+++
Suivi et responsabilité	Five-year Review Sep 2019		+++

*\*JIU alignment (JIU/REP/2016/7) (++++) Priorisé dans la SCA2D, (++++) très important, (++) important)*

- c. If no specific indicators/targets are used by your organization please indicate how your organization measures progress in lieu of targets and indicators?

**3. Successful Examples** – This section examines best practices and successful interventions that have made significant impact on the ground. (**Word Limit for responses: 2500**).

a. From among the programmes/projects that have been implemented by your organization over the reporting period, please elaborate on a few of the most successful. Please provide your responses in the Table in **Annex 1, no. 3**.

1. Le PNUD a été en mesure de démontrer, à partir de quelques “success stories” le bien-fondé de l’introduction de techniques et pratiques agricoles plus performantes et plus résilientes, via les 6 Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE), pour une gestion durable des sols et de l’eau, afin de lutter contre les effets du changement climatique. L’appui a consisté à introduire des semences résilientes, des races améliorées de bovins et de caprins, des techniques de lutte contre l’érosion, d’utilisation rationnelle de l’eau, de fabrication de compost à partir des déchets végétaux et des déjections animales, qui ont permis aux agriculteurs et aux éleveurs d’accroître leurs rendements et d’améliorer la qualité de leurs produits. Un certain nombre d’exploitants ont déjà bénéficié d’une augmentation de revenus qui leur ont permis dans certains cas de créer des emplois en faisant appel à plus de main d’œuvre. De même, les conditions de travail ont été améliorées grâce à la mécanisation qui a diminué la pénibilité des tâches. En plus de l’appui apporté aux groupes d’agriculteurs constitués des populations les plus vulnérables, l’approche du PNUD a aussi consisté à appuyer à titre pilote, via les CRDE, un groupe de paysans dits « paysans-formateurs » choisis sur la base de leur capacité existante (en terme de matériel, de taille de parcelle, de cheptel) et à même de produire des résultats positifs qui encourageraient les paysans des parcelles voisines, à vouloir bénéficier à leur tour du savoir-faire et du matériel animal et végétal plus performants.
2. Dans un autre registre, la diffusion des premiers bulletins agrométéorologiques, depuis début 2017, par l’Agence Nationale de l’Aviation Civile et de la Météorologie (ANACM) qui a bénéficié d’un renforcement de capacités technique et technologique de la part du PNUD, notamment à travers l’appui à mettre en place un réseau de stations climatiques automatiques, ainsi qu’une station Synergie, a contribué à accroître la résilience du secteur agricole vis-à-vis de la variabilité du climat et du changement climatique.
3. Par ailleurs, l’appui du PNUD a permis d’opérationnaliser (à travers la dotation de mobilier, d’équipements informatiques et d’un véhicule) l’Office de la Vanille dont le rôle est d’organiser, d’orienter et de former les acteurs des trois filières de rente (vanille, ylang-ylang, girofle) mais aussi d’améliorer les conditions de travail des producteurs, des préparateurs et surtout des cueilleurs qui sont majoritairement des femmes. Cet appui a permis à l’Office d’assurer également une veille de l’évolution de la demande et des prix de ces produits à l’exportation pour une plus grande maîtrise du marché par les petits producteurs.

i. Why are these considered a success?

1. L’effet multiplicateur engendré par cette approche a permis progressivement d’atteindre un plus grand nombre de personnes y compris les plus défavorisées. L’approche est actuellement mise en œuvre et les premiers résultats engrangés ont permis au Gouvernement de mobiliser d’autres partenaires financiers pour accompagner le développement du secteur sur la base des expériences réussies, comme la Banque Mondiale, la FAO et le FIDA. Il en est de même pour le secteur privé qui commence à investir dans le domaine.

2. Les efforts du PNUD, dans les différentes zones d'intervention choisies, ont convaincu les producteurs des 3 filières de rente ciblées (vanilla, ylang-ylang, et girofle) de se structurer en coopérative, option qui existait par le passé mais qui n'avait pas rencontré de succès.

ii. What were the results? Please support with qualitative/quantitative evidence if possible/relevant

1. A la fin 2018, environ 5176 personnes dont 48% de femmes avaient bénéficié directement des techniques d'adaptation, de semences résilientes et de l'introduction de races de bovins et de caprins plus résistantes et plus productives et avaient désormais accès à des aménagements hydrauliques (citernes, éco tanks, micro-bassins). Dans ce sens les résultats suivants ont enregistré : 20 étables pilotes modèles ont été mises en place ; Aménagement de 567 ha au profit de 1417 exploitants agricoles dont 602 femmes grâce aux résultats de plusieurs techniques combinées telles que la construction de 2154m linéaires de murs en pierres sèches, la pratique de paillage sur les parcelles ayant bénéficié de semences tolérantes au CC (bananiers, manioc...), la plantation de 33 000 boutures de légumineuses pour l'embocagement de 82 parcelles agricoles et la diffusion de 28600 boutures de graminées, l'introduction de 30 000 vitroplants de variétés de bananiers (FIHA 17, 18, 23) plus résistants aux maladies et à la variabilité climatique) ».
2. L'appui fourni par le PNUD a rendu l'ANACM indépendante sur le plan des données météorologiques puisqu'elle est désormais en mesure d'effectuer elle-même des relevés divers sur l'ensemble du territoire et ses prévisions météorologiques sont passées de 3 jours à 1 semaine.
3. C'est ainsi qu'à date, le pays comptait 21 sociétés de coopérative de producteurs de cultures de rente et une union de coopératives formellement créées et immatriculées. Les efforts ont également consisté à renforcer les capacités de production à travers l'acquisition d'équipements et de matériels et à former les acteurs sur les plans technique et gestion. La majorité des personnes rencontrées, membres des coopératives créées, ont confirmé que cette nouvelle organisation leur avait permis d'accroître leur pouvoir de négociation et de bénéficier ainsi de meilleurs prix de vente et que leur productivité a été améliorée grâce aux formations reçues et matériels acquis, contribuant à une augmentation de leurs revenus.

Certaines femmes ont montré, quant à elles, que ces revenus supplémentaires leur avaient permis d'inscrire leurs enfants dans de meilleurs établissements scolaires mais aussi acquérir des biens de consommation qu'elles ne pouvaient pas se permettre d'acheter auparavant. D'autres encore ont fait part de leur satisfaction à pouvoir participer aux prises de décision en étant membres du conseil d'administration de leur coopérative.

iii. Please elaborate on the critical factors that contributed to the intervention's success and any key lessons learned?

Le PNUD a renforcé son approche programmatique en continuant l'approche croisée au niveau de ses thématiques, déjà initiée au cours du cycle de programmation précédent. Associée à une meilleure intégration des différentes interventions pour renforcer leur complémentarité, à un effort de continuité dans le temps et à une approche progressive, ainsi qu'à un ciblage des bénéficiaires dans les mêmes zones d'intervention, sa stratégie d'intervention pourrait ainsi engendrer des effets plus significatifs sur la résilience des populations.

De plus, le PNUD a pu mettre en place, grâce à sa capacité de mobilisation et à sa crédibilité, des partenariats appropriés qui ont eu une influence largement positive sur les progrès réalisés pour l'atteinte des résultats escomptés, même si ces partenariats sont considérés comme étant encore insuffisants, si le partenariat avec le gouvernement comorien ne s'est pas encore traduit par un engagement fort de la part des partenaires nationaux sur le programme PNUD et si pour quelques interventions techniques, hors de son champs de compétences, il est intervenu seul, ce qui a pénalisé le bon déroulement des projets concernés.

b. Where there any other key results/outputs achieved and describe its impacts, if any.

Pour développer les capacités d'adaptation au changement climatique des Comores, le PNUD a mené des interventions visant à promouvoir l'adaptation de la gestion des ressources en eau aux changements climatiques, en introduisant et en vulgarisant de nouvelles technologies et techniques d'adaptation dans les domaines prioritaires de l'eau et de l'agriculture au profit des plus vulnérables. Les résultats visaient plus particulièrement à améliorer la connaissance sur la ressource et sur les évolutions climatiques, ainsi que la compréhension des impacts des dérèglement climatiques sur la ressource en eau afin d'y adapter la gestion. Les résultats probants ont permis de dessiner un programme de grande envergure pour la mise à l'échelle des expériences réussies sur le terrain et de mobiliser plus de 42 millions USD auprès du Fonds Vert pour le Climat (GCF) en 2018.

#### 4. Addressing Gaps and Challenges:

a. From among the programmes/projects that have been implemented by your organization over the reporting period, please elaborate on any implementation challenges that have been encountered (**Word Limit for responses: 2500**).

Enfin, le contexte du pays, non plus, n'est pas neutre par rapport à la préservation des acquis du programme qui en sont parfois fragilisés, voire menacés. Les tensions sur les finances publiques empêchent l'Etat d'assumer au mieux ses responsabilités en matière de contrepartie budgétaire. Les lignes de contrepartie insérées dans le budget d'investissement vont en s'amenuisant. Dans un tel contexte, la fin des appuis des Programme se profile comme une menace sur leurs acquis. Enfin, le Programme Pays lui-même n'a pas formellement construit de stratégie de pérennisation (« exit strategy »).

La durabilité reste cependant fragile tant que le PNUD n'aidera le gouvernement à mobiliser les ressources endogènes. L'ancrage des interventions dans une exécution nationale qui mettait les entités nationales en responsabilité, favorisait à priori une certaine appropriation, gage elle-même d'une bonne durabilité de résultats ; malgré tout, l'appropriation nationale est ressortie mitigée, plus forte aux niveau politique et opérationnel, plus diluée au milieu de la chaîne où les capacités de mobilisation des ressources du Gouvernement restent encore faibles pour prendre la relève des actions posées.

b. What have been the lessons learned and how will these be taken into account for the remaining implementation period of the SAMOA Pathway? (2019-2024)?

L'élaboration et la mise en œuvre des projets montrent que le PNUD s'est investi à créer les conditions pour une mise en œuvre réussie de son cadre de coopération 2015-2019. Le PNUD, par son leadership, a su rallier, outre les bailleurs, les partenaires gouvernementaux et de la société civile, autour de la nécessité de s'engager collectivement et individuellement dans une démarche privilégiant et valorisant les synergies pour la réalisation des produits pour

lesquels il s'est engagé auprès du Gouvernement.

Le PNUD a développé à travers ses projets, une collaboration fructueuse dans des actions communes et novatrices et des objectifs partagés avec les autres partenaires au développement du SNU ainsi que des stratégies partenariales en vue de l'atteinte des effets escomptés, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

La mise en place d'un dispositif de monitoring des élections et de la violence électorale basé sur les expériences de certains pays africains, mobilisant plusieurs partenaires et utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, est un enseignement intéressant pour la prévention et la gestion des conflits électoraux.

Le PNUD s'est également déployé à promouvoir l'appropriation nationale et le renforcement des capacités nationales des institutions locales dans la mise en œuvre des projets notamment le Projet RSS en confiant la construction des infrastructures de défense et de sécurité aux Régies des travaux publics des îles et en impliquant la CNDH dans la formation des militaires.

1

L'intégration de principes opérationnels fondamentaux visant à renforcer l'action du PNUD en faveur du développement, à savoir les approches fondées sur le droit de l'Homme, l'égalité et l'équité du genre et la participation de la population, a été systématique et effective dans les divers projets.

La durabilité des acquis d'un Programme est fonction de déterminants clés, d'amont et d'aval. En amont, il y a la qualité des produits livrés, et en aval la qualité de l'appropriation des bénéficiaires et leur capacité à prendre le relai et à tenir un résultat. Sans produits de qualité, l'on ne peut envisager de réelle pérennité. Aussi bien, si de bons produits ont été livrés mais ne sont pas tenus comme ils devraient l'être et que la contrepartie nationale n'est pas réellement prête à les porter comme ils l'étaient dans le cycle de programmation révolu, l'on ne peut pas davantage parler de durabilité.

Sur le plan méthodologique, l'approche institutionnelle mise en avant est aussi, au-delà de la qualité des livraisons, un facteur propice à une bonne pérennité. Les interventions sont ancrées dans un cadre institutionnel national animé par les structures étatiques et/ou les organisations de la société civile. Ces partenaires, ayant statut d'agences d'exécution, s'efforcent d'être en première ligne dans la définition de leurs besoins et la mise en œuvre des activités servant de cadre de prise en charge de ces besoins. Seule restriction à apporter à cette logique d'assistance vertueuse, la pratique des paiements directs, utilisée là où les procédures financières nationales sont jugées non encore satisfaisantes, tend à susciter au sein des institutionnels nationaux le sentiment qu'ils ne tiennent que partiellement les opérations menées au titre du Programme pays.

La robustesse des produits et du cadre méthodologique étant acquise dans l'ensemble sur le programme, sont-ils reçus et gérés dans l'environnement et le contexte comorien dans une perspective de durabilité ? L'appropriation nationale ressort plus forte au niveau des extrémités de la chaîne de bénéfice national. Au tout premier niveau, politique, l'engagement montré par l'exécutif est élevé, qu'il s'agisse du chef de l'Etat ou de Ministres. Au niveau opérationnel aussi, les bénéficiaires directs montrent globalement un engagement de grande qualité et un enthousiasme très élevé pour les actions menées dans le cadre du CPD. Sur les activités génératrices de revenus à la base, une réelle conscience communautaire se construit progressivement, propice au prolongement et à l'amplification des acquis.

Développer des projets intégrés pour chaque effet afin d'éviter des projets à trop court terme et les appuis ponctuels tout en orientant les projets vers des actions durables ; Cette recommandation va pour le prochain cycle de coopération qui se focalisera aussi sur la mise en œuvre de la SCA2D révisée.

## **5. Outreach/Publications**



- a. Please include a link to the annual progress report(s) of your organization, or any other relevant progress report(s). If present, please identify the sections relevant to SIDS/SAMOA Pathway implementation. Please also add any other publication issued by your organization the covers SIDS
- b. Does your organization manage any website dedicated exclusively to SIDS? NO

**6. Preparations for the Mid-Term Review** – A High-Level review of the Samoa Pathway will take place on 27<sup>th</sup> of Sept. 2019 in UNHQ, as mandated by [A/RES/72/307](#).

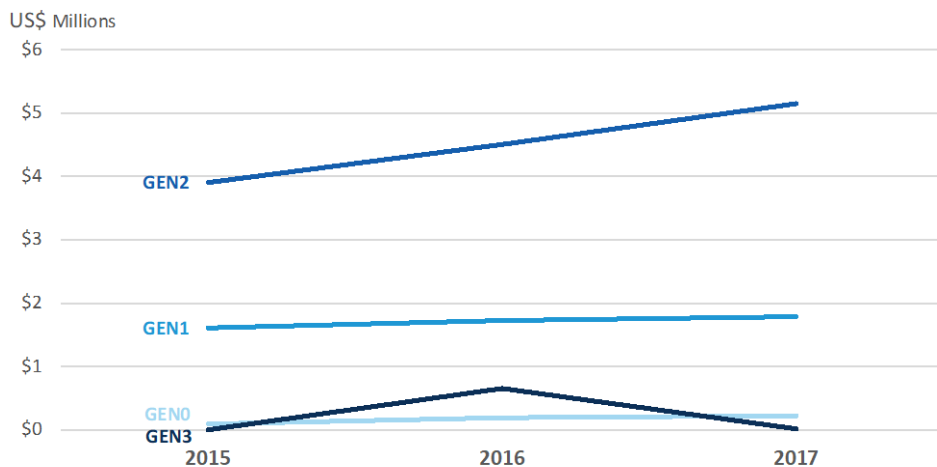
- a. Is your organization conducting or planning to conduct any internal review of SIDS programmes in preparation for the Mid-term review of the Samoa Pathway? If so, please provide.  
En avril 2018, le pays a procédé à l'élaboration du rapport sur l'évaluation à mi-parcours du Samoa Pathway qui s'est appuyée sur la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D 2018-2021), ainsi que les réalisations des différentes institutions concernées. Ce rapport est le résultat d'un processus de concertation de ces institutions qui ont passé en revue tous les programmes, plans d'action et projets relatifs aux thèmes prioritaires de la voie vers Samoa.
- b. Please elaborate on any other activities being undertaken in preparation for the High-Level Review in 2019.

**7. Other Matters** – Please include any other information as relevant.

Entre 2015 et 2017, le bureau de pays a sensiblement accru ses dépenses dans des projets dont le genre est un objectif important (marqueur de genre GEN2). Dans le même temps, les dépenses pour des projets qui ne tiennent pas compte de la dimension genre (GEN0 et GEN1) sont restées stables.

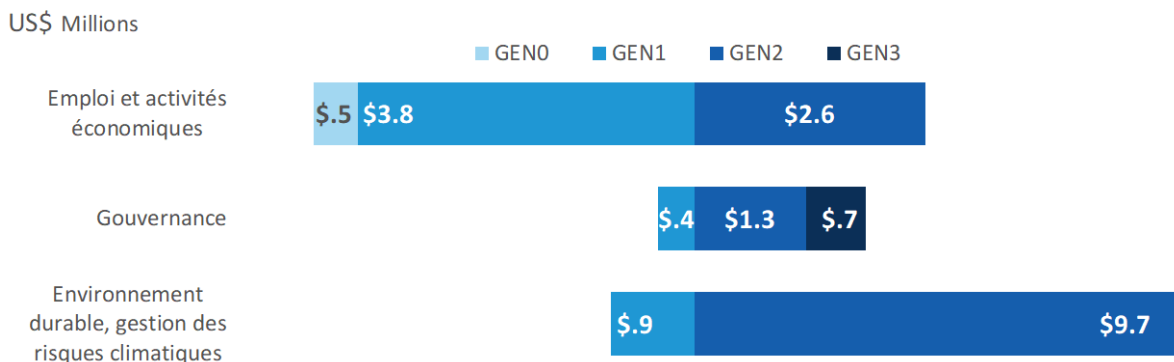
Faute de moyens, l'INSEED (Institut National des Statistiques) a des difficultés à entretenir son système d'information des données et assurer le suivi régulier des statistiques.

**Dépenses par marqueur de genre et par an**



C'est dans le domaine de l'environnement que se trouvent la plupart des dépenses dans les projets marqués GEN2, alors que le domaine de la gouvernance est la seule à comprendre un projet GEN3, dont l'égalité de genre est l'objectif principal.

### Dépenses par marqueur de genre et par Effet, 2015-2017



Source : Atlas (2018)

Au cours du cycle 2015-2019, le PNUD a plaidé de manière systématique en faveur des femmes et des jeunes afin d'augmenter les opportunités économiques envers ces groupes vulnérables et créer les meilleures conditions au plein déploiement de leur potentiel créatif et innovant dans tous les secteurs, en particulier dans les domaines de l'environnement et du changement climatique. C'est ainsi qu'au cours de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, un appel à projets a été lancé dans le cadre du projet RNAP pour les jeunes de moins de 35 ans. Le PNUD a encouragé la participation des femmes dans les formations d'éco-gardes. Sur les 13 écocardes que compte le parc national de Mohéli, 6 sont des femmes. À Anjouan, 20 éco-gardes dont 15 femmes, ont été déployés entre le parc terrestre de Tringui et le parc marin de Shissiwani. En outre, le personnel du projet a bénéficié d'une formation sur l'importance

du respect de l'égalité des sexes dans la vie de tous les jours et dans l'exécution des projets financés par les Nations Unies et dans l'exécution des activités de la future Agence nationale pour la gestion des aires protégées aux Comores et les rapports d'avancement du projet présentent des données désagrégées par sexe. De même, dans le cadre du projet CRCCA, 164 ha ont été mis à disposition du CRDE de Dibwani-Hamalingo par l'Etat pour bénéficier aux jeunes souhaitant se lancer dans l'agriculture. Les femmes ont bénéficié presque autant que les hommes de formations sur les techniques/technologies sélectionnées d'adaptation au changement climatique dans les 6 sites d'intervention (compostage, paillage, confection de murs en pierres sèches et traçage de courbes de niveau). Le projet ACEFER a encouragé l'implication des jeunes et des femmes. Ces dernières ont vu leur statut évoluer, de main d'œuvre essentiellement affectée à la cueillette des gousses de vanille à des fonctions de responsable et de décideurs au sein des coopératives constituées.

Le PNUD a également plaidé pour la participation des femmes en politique. C'est ainsi que le code électoral prévoit désormais la présence obligatoire des femmes parmi les membres du bureau de la CENI permanente. Aujourd'hui, sur les cinq membres du bureau, deux sont des femmes. Le code électoral prévoit aussi la participation de 30% de femmes comme candidates aux élections communales. Actuellement, sur les 54 communes de l'Union des Comores, quatre maires sont des femmes. Tous les bureaux communaux sont composés d'au moins une femme, mais étant donné que les mairies ne sont pas encore opérationnelles, l'apport de ces femmes est difficilement mesurable.

Le PNUD a aussi encouragé la participation de la femme et le renforcement de son rôle dans la prévention et la gestion des conflits, y compris les violences électorales. Les femmes et les jeunes ont considérablement contribué à la sécurisation des élections présidentielles et celles des gouverneurs des îles de 2016. Les organisations féminines ont constitué 40% des organisations de la plateforme des jeunes et des femmes pour des élections apaisées et crédibles. Les femmes étaient représentées dans le Comité de pilotage (38%) et parmi les 375 observateurs mobilisés (40%). Elles étaient déployées en tant que monitrices de la violence (31%) et en tant que téléopératrices (60%). La participation des femmes aux processus électoraux leur a permis de s'affirmer en tant qu'actrices et partenaires incontournables dans le domaine de la prévention et la gestion de conflits, y compris des conflits liés aux élections. Leur statut de « femme leader pour la paix » a été conforté, cependant à la fin du projet, les acquis n'ont pas été consolidés.

Dans le domaine de la sécurité, la mise en place de quartiers différenciés pour les femmes et pour les hommes dans les commissariats de police dans les trois îles, à l'école nationale de police et dans la caserne militaire d'Ongoni (Anjouan) contribue à l'intégration des femmes dans les corps de défense et de sécurité. Le fait pour les femmes de ne plus devoir partager les lieux communs (toilettes, douches) avec les hommes fait que leur intégrité physique est protégée et les droits humains respectés.

En matière de droits humains, l'accès à l'eau qui constitue une priorité aux Comores est une porte d'entrée

pour plusieurs projets qui ont permis à certaines communautés rurales n'ayant pas les moyens de se connecter au réseau d'eau potable d'avoir néanmoins accès à l'eau potable par le biais de bornes fontaines. Les principes des droits humains ont été également pris en compte à travers les formations dispensées à la police, l'armée et la gendarmerie, ainsi que les organisations de la société civile qui ont bénéficié de l'appui du PNUD pendant les élections.

Quant à la prise en compte des populations vulnérables dans la mise en œuvre du programme, l'évaluation a constaté qu'en ce qui concerne l'appui à l'agriculture et l'élevage la vulnérabilité telle qu'elle est présentée ne concerne pas les hommes en tant que tels. Elle est appréhendée sous l'angle géographique. L'objectif poursuivi n'est donc pas d'aider les populations « vulnérables » ou « pauvres » et « sans ressources » (notamment les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap). Il s'agit plutôt d'aider les populations agricoles vivant dans des zones vulnérables, à faire face aux changements climatiques en leur offrant des nouvelles méthodes d'adaptation (construction d'étables etc...) et des nouvelles techniques agricoles. En revanche, les populations vulnérables sont bien prises en compte dans les interventions relatives à l'appui des filières de rente. Il s'agit spécifiquement d'une certaine catégorie de femmes (les cueilleuses) qui n'avaient pas de revenus afin d'améliorer leurs conditions financières.

Dans l'agriculture et le secteur de l'élevage, même si les activités de démonstration réalisées à ce jour n'ont pas ciblé les personnes les plus vulnérables afin de garantir leur réussite en misant sur ceux qui avaient déjà de l'expérience et des capacités et constituer ainsi un exemple à suivre, elles ont été mises en œuvre dans des sites identifiés comme étant les plus vulnérables face au changement climatique et sur le plan social, et elles devraient à terme, bénéficier à un plus grand nombre, notamment lorsqu'elles seront mises à l'échelle.

La dimension environnementale a été prise en compte, bien évidemment dans les interventions en faveur de la protection des aires protégées marines et terrestres, mais aussi à travers les techniques de culture appuyées par les CRDE pour faire face aux problèmes environnementaux par exemple à l'érosion des sols et aux glissements de terrain.

**Thank you for completing the Survey!**

## ANNEX 1

### 1. Financing

For UN systems, to the extent possible, please refer to the Samoa Pathway: UN System Implementation Matrix in Column 4

Priorities identified in the Samoa Pathway	Investments (USD)	Budget Allocation	FY/ Cycle/ Period	UN system specify SAMOA Pathway Paragraph
Sustainable, inclusive and equitable economic growth		5 250 000	2014-2021	
Climate Change		59 014 151	2014-2027	
Sustainable Energy		6 690 000	2014-2023	
Disaster Risk Reduction		11 072 922	2014-2022	
Oceans and seas				
Food Security and Nutrition		1 100 000	2014-2019	
Water and Sanitation		947 685	2014-2016	
Sustainable Transportation				
Sustainable Consumption and Production				
Chemical and Waste management		250 000	2017-2019	
Health and NCDs				
Gender equality		1 100 000	2019-2021	
Social development		2 742 226	2014-2021	
Biodiversity		5 500 000	2015-2020	
Means of implementation				
Etc.				
<b>Total</b>		<b>91 466 984</b>		

Some example answers from 2018 inputs

Name of Project/ Programme/ Activity		Main Themes/ Goals addressed		Target Countries, Regions, Sectors	Goals	Intervention Type  (Tech transfer, Capacity development etc.)	Total Budget (US\$)	Implementation Period
		Samoa Pathway	SDGs					
Résultat 1.1	Food security and nutrition, Sea and Oceans, Sustainable	1, 5, 8, 10, 11, 14, 15,	Agriculture, Fishing, Sustainable industrial development					

	consumption and nutrition, gender equality and women's empowerment, Social development, Biodiversity, sustained and sustainable, inclusive and equitable economic growth with decent work for all						
Résultat 3.1	Social development,	16, 17	Governance, Peace keeping, Administration				
Résultat 3.2	Social development	8, 16, 17	Sustainable development, Peace keeping, Governance, social life				
Résultat 3.3	Social development,	16	Sustainable development, Peace keeping, Governance, social life				
Résultat 4.1	Climate change,		Agriculture, land management, natural				

	<p>Biodiversity,</p> <p>Disaster risk reduction,</p> <p>Sustainable energy,</p> <p>Oceans and Seas,</p> <p>Gender equality and women's empowerment,</p> <p>Water and Sanitation</p>		resources management,				
Résultat 4.2	<p>Climate change,</p> <p>Biodiversity,</p> <p>Disaster risk reduction,</p> <p>Sustainable energy,</p> <p>Oceans and Seas,</p>	13, 15, 6	Agriculture, land management, natural resources management,				

	Water and Sanitation						
Résultat 4.3	Biodiversity, Climate change, Oceans and Seas	9, 13, 14, 15	Land management, environment, natural resources management				
Résultat 4.4	Climate change, Sustainable energy, Sustained and sustainable, inclusive and equitable economic growth with decent work for all, Oceans and seas	7, 9, 11, 13	Energy				



## DOMINICAN REPUBLIC (UNDP)

3. Successful Examples – This section examines best practices and successful interventions that have made significant impact on the ground. (Word Limit for responses: 2500).

The Dominican Republic (DR) has confirmed its support to Sustainable Development through the establishment and implementation of its 2030 National Development Strategy (NDS), as well as by adhering and working towards the achievement of the 2030 Sustainable Development Agenda. During 2018, some of the most successful initiatives connected with the SIDS Pathway are:

- a. From among the programmes/projects that have been implemented by your organization over the reporting period, please elaborate on a few of the most successful. Please provide your responses in the Table in Annex 1, no. 3.

### **Strengthening of UNDP DR integrator role of UN Support to 2030 Agenda:**

- UNDP facilitates an interagency technical group that coordinates the UN support to the implementation of Agenda 2030 in DR.
- A MAPS report was prepared by UNDP, together with other UN Agencies.
- Two accelerators identified in the MAPS report were prioritized by the country: a) Multidimensional poverty eradication and b) sustainable production and consumption. UNDP supported a participative process that led to the design of Roadmaps to implement them.
- Support to the monitoring of voluntary commitments to address SDG 14 goals was provided.
- Support was provided to prepare the First National Voluntary Report, presented in the UN High Level Political Forum.
- The Report: “Financing for Agenda 2030 in Middle Income Countries: the Dominican Republic Case” was prepared, highlighting the challenges and opportunities for countries like DR.
- A Web Portal was designed, as a platform to report the progress of the SDG national targets
- A strategy to engage Private Sector was developed

**Conserving Biodiversity in Coastal Areas Threatened by Rapid Tourism and Physical Infrastructure Development** (with the Ministries of Environment and Tourism), Actions developed in the context of this initiative are helping to bring positive change in the management of coastal resources and are also raising awareness on the importance of preserving our natural resources, in order to shift to a more sustainable development model:

- coastal restoration programmes were developed (142ha of mangrove areas were recovered in 2018),
- the organization of the 1<sup>st</sup> International Symposium of Coastal Biodiversity and Sustainable Tourism.

- Public – private partnerships at the local level were established to promote sustainable tourism.

**National Protocol for Social Protection in Situations of Climate Shocks:** as a result, a tool was designed to provide the Cabinet for the Coordination of Social Policies with a coordination framework to address affected poor people requirements, with the aim of contribution with poverty reduction in the context of emergencies and recovery processes.

**i. Why are these considered a success?**

a. UNDP integrator role in the context of 2030 Agenda was validated, through a work that included:

- Sectorial working groups with different key stakeholders (UN Agencies, Government, Civil Society, Academy).
- High level advice, enhancing political capacities to address the challenges of SDG Agenda.
- Production of reports that highlighted critical gaps, challenges and opportunities for the achievement of SDG Agenda in DR.

b. The achievements of these initiatives provide models of good practices, lessons learned and capacities to address the development challenges in a SIDS like DR.

c. Instruments and capacities to improve resilience and livelihoods were provided.

**ii. What were the results? Please support with qualitative/quantitative evidence if possible/relevant**

**Strengthening of UNDP DR integrator role of UN Support to 2030 Agenda:**

- MAPS report.
- Monitoring of voluntary commitments to address SDG 14 goals.
- First National Voluntary Report, presented in the UN High Level Political Forum.
- Report: “Financing for 2030 Agenda in Middle Income Countries: the Dominican Republic Case”.
- SDG Web Portal (<http://ods.gob.do/>)
- Strategy to engage Private Sector

**Conserving Biodiversity in Coastal Areas Threatened by Rapid Tourism and Physical Infrastructure Development:**

- 142 ha of mangrove areas recovered,
- 1<sup>st</sup> International Symposium of Coastal Biodiversity and Sustainable Tourism.
- Three (3) Public – private partnerships at the local level were established to promote sustainable tourism.
- National Protocol for Social Protection in Situations of Climate Shocks.

iii. Please elaborate on the critical factors that contributed to the intervention's success and any key lessons learned?

- SDG represent an opportunity to position UNDP as the lead organization in support of the national SDG goals and the National Development Strategy priorities.

- Those initiatives / programmes with several Ministries / partners as stakeholders require strong governance platforms that can guarantee national appropriation.

b. Where there any other key results/outputs achieved and describe its impacts, if any.

NA

#### 4. Addressing Gaps and Challenges:

c. From among the programmes/projects that have been implemented by your organization over the reporting period, please elaborate on any implementation challenges that have been encountered (Word Limit for responses: 2500).

Some of the most critical challenges are:

- The absence of an effective land management system, including the approval of the legislative framework.
- Access to funding on a HMIC context is not always possible to be assured by the government nor by other development actors.
- Territorialization of the SAMOA pathway and SDG agendas, at the local level.
- Access to quality data for decision making.

d. What have been the lessons learned and how will these be taken into account for the remaining implementation period of the SAMOA Pathway? (2019-2024)?

It is necessary to harmonize the SAMOA pathway and the SDG Agenda governance, reporting and financial mechanisms at the national level, in order to secure a successful implementation of the SIDS Agenda.

#### 2. 5. Outreach/Publications

a. Please include a link to the annual progress report(s) of your organization, or any other relevant progress report(s). If present, please identify the sections relevant to SIDS/SAMOA Pathway implementation. Please also add any other publication issued by your organization the covers SIDS

Other relevant publications:

- Informe Nacional Voluntario 2018. Compromisos, avances y desafíos con el Desarrollo sostenible.

<http://economia.gob.do/publicaciones/Informe+nacional+voluntario+2018+-+compromisos%2C+avances+y+desaf%C3%ADos+hacia+el+desarrollo+sostenible>

- Transversalización, aceleración y asesoría en políticas (MAPS). Informe de la misión conjunta interagencial. República Dominicana. Informe MAPS  
<http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/VIPLAN/ODS/INFORME%20MAPS%20-%20FINAL-%20INFORME%20COMPLETO.pdf>
- Financiamiento para la Agenda 2030 en países de renta media: el caso de la República Dominicana <http://www.pnud.org.do/>
- 2018. Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales. Seguimiento y monitoreo del cumplimiento de las metas del Objetivo de Desarrollo Sostenible 14 (Mimeo).
- Protocolo Nacional de actuación para la protección social frente a choques climáticos. <http://www.pnud.org.do/>

b. Does your organization manage any website dedicated exclusively to SIDS?

no

## **QUESTIONNAIRE**

(UN System and Other Relevant Entities)

### **Implementation of the SAMOA Pathway and the Mauritius Strategy for the Further Implementation of the Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States survey for the Secretary-General report in 2019.**

This report is being prepared in accordance with paras 5 and 6 of A/RES/72/307. The report will (i) serve to support the intergovernmental consultations on the Outcome Document of the Mid Term Review of the SAMOA Pathway and (ii) be considered by the UNGA 74. The report will review progress on SAMOA Pathway implementation for the period January 2015 to present.

*In all responses, and as far as is possible/practical, UN system and other relevant entities should refer to the [UN System Implementation Matrix](#)<sup>1</sup> prepared following the 3<sup>rd</sup> International Conference on Small Island Developing States.*

*The Attached Annex provides examples of the preferred level of detail for responses.*

- 1. Financial Support:** Please provide information on annual financial allocation(s)/investment(s) (i) in absolute values and (ii) as a percentage of the total annual budgets for SIDS programme areas, for the period January 2015 to December 2018 or the most relevant period following the onset of the SAMOA Pathway. Please provide your responses in the Table in **Annex 1, no. 1**.

100% of the budget, equivalent to about 13,6 M USD of the UNDP Mauritius Country office work in the environment sector is on the SAMOA pathway, since all areas mentioned therein are covered by the Country office.

#### **2. Measuring the Progress/Implementation Status of SAMOA Pathway thematic areas:**

- a. With reference to the assigned areas contained within the UN Implementation Matrix, where relevant or possible, please indicate the percentage achievement of the thematic areas contained within the SAMOA Pathway. Please support your answers with quantitative evidence (progress indicators, delivery rate of programme/project funds, etc.) as appropriate.

On average the Country office delivers about 80 % of its annual budget. The key indicators concern extent of renewable energy project implementation in terms of MW installed, energy intensity, and in terms of reducing inequality, the Gini coefficient. To support the implementation of the renewable energy projects, 4 MW battery energy storage system have been installed and the amount of intermittent renewable energy installations is on the

---

<sup>1</sup> [http://www.sids2014.org/content/documents/612SAMOA%20Pathway%20implementation%20matrix\\_UN%20system.pdf](http://www.sids2014.org/content/documents/612SAMOA%20Pathway%20implementation%20matrix_UN%20system.pdf)

rise. So far, about 71 MW of PV and wind farms have been installed. Energy intensity is also gradually improving, from 0.72 to 0.71 over the current programme period.

One of the outcome indicators under pillar 1 of the UNDP Country Programme 2017-2020 entitled “Inclusive Development and Public Sector Efficiency”, is to improve the ranking in the Global gender gap index. In this respect, it may be noted that Mauritius has witnessed a slight improvement in the ranking of the Global Gender Gap Index from 113 to 112 out of 144 countries released by World Economic Forum (2018)

- b. Please report on any other targets/indicators used by your organization to assess progress on implementation of the SAMOA Pathway? If the SDG goals and targets are used please explain how current progress measures against these indicators/targets?

The targets in the Country programme are set in the Integrated Results and Reporting framework. The SDG goals will start to be used in the next country programme as they were not defined prior to the previous Country Programme 2013-2016.

The current indicators in the Country Programme are therefore:

#### Pillar 1: Socio Economic

Outcome 1: Improved public sector management supporting poverty reduction, social inclusion and gender equality is promoted through responsive strategies.

**Output 1:** Social workers and public institutions are enabled to perform core functions to fight poverty through implementation of the Marshall Plan against Poverty

**Indicator 1.1:** # of accredited social workers, disaggregated by gender, as the result of Marshall Plan against Poverty implementation

*Baseline:* 30 (2015)

*Target:* 300

*Source:* Mauritius Qualifications Authority reports

**Indicator 1.2:** # of institutions using SRM data for evidence-based policy-making and implementation of social schemes

*Baseline:* 2 (2015)

*Target:* 5

*Source:* Ministry of Social Security / SRM Unit reports

Status: Three institutions (Ministry of Education, Ministry of Social Security and Ministry of Integration are using SRM for evidence-based policy-making and implementation of social schemes

**Output 2:** Measures in place to increase Women capacities to participate in decision-making processes

at all levels and to fight gender-based violence

**Indicator 2.1:** % of Gender Caucus members equipped with gender analysis tools

*Baseline:* 0% (no Gender Caucus) (2015)

*Target:* 100% of Gender Caucus members equipped with gender analysis tools (2020)

*Source:* National Assembly reports

Status: UNDP provided technical assistance to set up a Parliamentary Gender Caucus. (PGC). A UNDP National Gender Expert is assisting in the operationalisation of the PGC. 35% of Members of the Parliamentary Gender Caucus equipped with Gender Mainstreaming Checklist

**Indicator 2.2:** # of women benefiting from private and public measures to support women's preparedness for leadership and decision making

*Baseline:* 400 (2013)

*Target:* 5,000 (2020)

*Source:* Ministry of Gender Equality, Women In Networking Mauritius reports

**Indicator 2.3** Number of gender based violence cases

*Baseline:* 1895 cases in district courts (2014)

*Target:* <500 cases (2020)

*Source:* District Courts Reports

Status : UNDP supported to commission a study on Sociological Profiling Perpetrators. One of the recommendation, is to develop a perpetrator rehabilitation programme specific to the Republic of Mauritius which was implemented with support of UNDP

**Output 3:** Institutions enabled to Optimize use of foresight and e-learning techniques, performance management tools and citizens feedback mechanisms for enhanced public sector performance

**Indicator 3.1:** extent to which Ministries and Departments are conducting and implementing strategic foresight exercises<sup>2</sup>

*Baseline:* 0

*Target:* 4

*Source:* MCSAR annual report

Status: Not yet started

**Indicator 3.2:** # of staff of public sector institutions acceding e-learning solutions for professional development

*Baseline:* 500

*Target:* 20,000

*Source:* MCSAR/Civil Service College reports

---

<sup>2</sup> Rating scale 0-5: 0=None, 1=Low,2=below Average,3= Average,4= Above average and 5=High

Status: UNDP supported in engendering the online course. Code of Ethics in 2018. Around 900 Officers as of date trained on the 19 online courses, out which 5 courses are 5 is free and the remaining 14 courses are payable. The Office Management Assistant, Management Support Officers, Confidential Secretary have attended these courses

**Indicator 3.3:** extent to which Ministries and Departments are using business intelligence tools for performance management<sup>3</sup>

*Baseline:* 1

*Target:* 4

*Source:* Oracle Business Intelligence MOFED database

Status: Not yet started

**Indicator 3.4:** extent to which client/citizen feedback surveys implemented by public sector institutions are demonstrating improvement in public service user satisfaction<sup>4</sup>

*Baseline:* 1

*Target:* 5

*Source:* MCSAR annual report

Status: Technical assistance for development of SMS Mobile System and Citizen Reporting Mechanism and data analysis tool to assess impact of public service delivery to the poor (Mauritius). Bidding exercise under process

Pillar 2: Environment

**Output 1:** Scaled up action on climate change mitigation across sectors which is funded and implemented

**Indicator 1.1:** Megawatt of new Intermittent Renewable Energy Capacity installed

*Baseline:* 67 MW ( 2016)

*Target:* 100 MW installed

*Source:* MEPU and SM Energy Statistics

**Currently about 71 MW are installed**

**Indicator 1.2:** Energy intensity of the Mauritian economy

*Baseline:* 0.72 (2014)

*Target:* 0.70

*Source:* MEPU, EEMO, and Statistics Mauritius

**Current : 0.71**

**More recent data from 2017, indicates that it is about 0.71.**

---

<sup>3</sup> Rating scale 1-5: 1=Low,2=below Average,3= Average,4= Above average and 5=High

<sup>4</sup>Rating scale 0-5: 0=None, 1=Low,2=below Average,3= Average,4= Above average and 5=High



**Indicator 1.3:** # of plans, strategies, policies, and programmes implemented to achieve low emission and climate resilient development objectives

*Baseline:* 30

*Target:* 42

*Source:* Statistics Mauritius annually

**Current: 35**

**Output 2:** Effective institutional, legislative and policy frameworks in place to enhance the implementation of disaster and climate risk management measures at national and sub-national

**Indicator 2.1:** # of coastal protected sites

*Baseline:* 1

*Target:* 3

*Source:* MOESDDBM

**Current: 2**

**Indicator 2.2:** Number of institutions with a disaster risk reduction (DRR) and/or integrated disaster risk reduction and adaptation strategy/action plan with clearly defined institutional responsibilities and multi-stakeholder coordination mechanism

*Baseline:* 0

*Target:* 2

*Source:* MOESDDBM

**Current : 2 the NDRRMC has its own plan and the National Coastal Zone Adaptation Strategy has been submitted to the Ministry of Environment**

**Output 3:** solutions developed at national and subnational levels for sustainable management of natural resources, ecosystem services, chemicals, and hazardous waste

**Indicator 3.1:** extent to which Mauritius fulfils its obligations on international conventions on

chemicals and wastes namely Stockholm Convention and Minamata Convention<sup>5</sup>

*Baseline: 2*

*Target: 4*

## **Current 2**

### **Current**

**Indicator 3.2:** Number of new partnerships for sustainable management of natural resources, ecosystem services and protected areas

*Baseline: 8*

*Target: 10*

*Source:* GEF project reports

### **Current : 10**

- c. If no specific indicators/targets are used by your organization please indicate how your organization measures progress in lieu of targets and indicators?

**Successful Examples** – This section examines best practices and successful interventions that have made significant impact on the ground. (**Word Limit for responses: 2500**).

- d. From among the programmes/projects that have been implemented by your organization over the reporting period, please elaborate on a few of the most successful. Please provide your responses in the Table in **Annex 1, no. 3**.
- i. Why are these considered a success?
  - ii. What were the results? Please support with qualitative/quantitative evidence if possible/relevant
  - iii. Please elaborate on the critical factors that contributed to the intervention's success and any key lessons learned?
- e. Were there any other key results/outputs achieved and describe its impacts, if any.

UNDP supported in drafting of a Strategic Framework for the Creation of a Parliamentary Gender Caucus (PGC) in Mauritius in 2016. The (PGC) was officially launched on 20<sup>th</sup> March 2017. Furthermore, UNDP assisted in the operationalization of the PGC in 2017 by funding the services of a National Gender Expert attached to the National Assembly. The Gender Expert conducted a gender audit in 2018 with a key recommendation to revive Gender Responsive Budgeting in Mauritius. With the advocacy role of the Caucus and the technical assistance of the UNDP Gender Expert, the Ministry of Finance revived GRB initiatives and

---

<sup>5</sup> Rating scale 1-5: 1=Low,2=below Average,3= Average,4= Above average and 5=High

announced same in the 2018/19 budget. Presently, all Ministries are required to submit a gender budget statement on activities being implemented to redress gender gaps. Reviving GRB is considered a success as it will ensure equity in resource allocation and available of resources to mainstream gender within the whole policy cycle.

The Parliamentary Gender Caucus, as supported by the UNDP National Gender Expert conducted a study on the Sociological Profiling of Perpetrators of Domestic Violence. One of the key recommendations of the study was the formulation of a perpetrator rehabilitation programme which has received the support of the Honourable Prime Minister and Vice Prime Minister and will be rolled out in 2019

### 3. Addressing Gaps and Challenges:

- a. From among the programmes/projects that have been implemented by your organization over the reporting period, please elaborate on any implementation challenges that have been encountered (**Word Limit for responses: 2500**).

The key challenge has always been procurement of technical services as the areas concerned require a high level of expertise and the Government and UNDP procurement process is very slow and bureaucratic. In addition, the Country Office procurement has suffered from the limited capacity in terms of the internal Operations department.

The second implementation challenge is that Government officers tend to shift department very often and so it is only in those institutions where the officers are constant that institutional history can be built up.

Implementation challenges also include the limited budget available to the Socio Economic Unit to respond to the emerging needs of Government to carry out more. Constant monitoring of the progress of implementation of programmes that are UNDP funded remains a challenge with beneficiaries failing to submit timely reports.

Development partners also lack coordination on addressing gender issues with repercussions in terms of possibly double-funding of similar projects with similar impacts. The limited funding of the Socio Economic Unit implies that the CO needs to enter into strategic partnership with other organisations to extend technical assistance to Ministries requesting assistance. In this context, the UNDP is working in collaboration with the African Development Bank to extend technical assistance on the implementation of the gender strategy for the Ministry of Defence and Rodrigues.

- b. What have been the lessons learned and how will these be taken into account for the remaining implementation period of the SAMOA Pathway? (2019-2024)?

The key lessons learnt are that 1) procurement should start as early as possible in the project cycle. While procurement should take place early, it should also be staggered as launching too many assignments at the same time is also counterproductive.

2) It is important to have sufficient institutional capacity to undertake the projects which have been earmarked, both at UNDP and at Government level.

3) that gender remains cross-cutting, not only in the social programmes, but in the economic, political and environmental sectors as well. Hence, Units have to ensure that gender issues are taken into consideration into the programme design, formulation of KPIs and M&E processes. Collection of sex disaggregated data at all stages of the programme formulation, implementation, M&E is crucial to inform further decision-making. This is in line with Para 76-77

#### **4. Outreach/Publications**

- a. Please include a link to the annual progress report(s) of your organization, or any other relevant progress report(s). If present, please identify the sections relevant to SIDS/SAMOA Pathway implementation. Please also add any other publication issued by your organization the covers SIDS

<http://mauritiusassembly.govmu.org/English/Pages/Parliamentary-Gender-Caucus.aspx>

- b. Does your organization manage any website dedicated exclusively to SIDS?

No

#### **5. Preparations for the Mid-Term Review – A High-Level review of the Samoa Pathway will take place on 27<sup>th</sup> of Sept. 2019 in UNHQ, as mandated by [A/RES/72/307](#).**

- a. Is your organization conducting or planning to conduct any internal review of SIDS programmes in preparation for the Mid-term review of the Samoa Pathway? If so, please provide.

We are not planning any internal review of SIDS programmes. However there have been mid term review of the Country Programme for which the report is still awaited.

- b. Please elaborate on any other activities being undertaken in preparation for the High-Level Review in 2019.

The Country Office is not involved

#### **6. Other Matters – Please include any other information as relevant.**

## ANNEX 1

### 1. Financing

For UN systems, to the extent possible, please refer to the Samoa Pathway: UN System Implementation Matrix in Column 4

Priorities identified in the Samoa Pathway	Investments (USD)	Budget Allocation	FY/ Cycle/ Period	UN system specify SAMOA Pathway Paragraph
Sustainable, inclusive and equitable economic growth				
Climate Change			3,000,000	39
Sustainable Energy			2,400,000	50
Disaster Risk Reduction			3,000,000	51
Oceans and seas			500,000	53
Food Security and Nutrition				
Water and Sanitation			700,000	65
Sustainable Transportation				
Sustainable Consumption and Production			1,000,000	68
Chemical and Waste management				
Health and NCDs				
Gender equality				
Social development		50,000	200,000	
Biodiversity			3,000,000	89
Means of implementation				
Etc.				
<b>Total</b>			<b>13,800,000</b>	

2.

3. Please report using the table below for successful examples. If the work has already been reported last year using the table please only add updates if any, otherwise skip filling out the table and elaborate on the rest of the question (I, II, III)

<https://sidsnetwork.org/secretary-general-report-samoa-pathway/>

Name of Project/ Programme/ Activity	Main Themes/ Goals addressed		Target Countries, Regions, Sectors	Goals	Intervention Type  (Tech transfer, Capacity development etc.)	Total Budget (US\$)	Implementation Period
	Samoa Pathway	SDGs					
Removal of Barriers to Energy	50	7, 13	Mauritius	Setting up of an Energy Efficiency Management Office	Capacity Development	2M USD	2011-2016

Efficiency project					The office has been successful in conducting training for energy auditors and also running awareness campaigns so that the energy intensity of Mauritius is improving constantly on a yearly basis.			
2) GCF project on Renewable Energy  Under the Accelerating the Transformational Shift to a Low Carbon Economy project, which was premised on the work done under the GEF funded Removal of Barriers to Solar PV power generation,.	50	7, 13	Mauritius		about 18 MW Battery Energy Storage System are going to be installed, enabling 185 MW of intermittent renewable energy capacity to be installed on the grid, thereby helping Mauritius on its path to 35% renewable energy on the grid which it committed at COP 15	Tech Transfer	14M USD	2016-2014

GEF funded Expanding the Network and Coverage of Terrestrial Protected Areas,	89	15	Mauritius	about 500 ha of Native forests were cleared of Invasive Alien Species by end 2017. This project has also resulted in sustainable livelihoods for about 70 previously unemployed persons, as following the expiry of the project contract, the Government has seen the need for such a team, and has employed them on the establishment.	Capacity Development	4 M USD	2012-2017
Implementation of Gender Responsive Budgeting		5	Mauritius	Gender Equity in resource allocation	Technical knowledge transfer and capacity development		June 2018-date
Addressing Gender Based Violence	86	5	Mauritius and Rodrigues	Rehabilitation Programme for Perpetrators of Domestic Violence	Capacity Building and Technical Expertise	7,000	November 2018